

# Chronique d'Emmanuel Morucci - 28/09/11

## Les choses bougent du côté de Bruxelles.



Il existe des frémissements qui, même lorsqu'ils se veulent discrets, ne trompent pas. Le premier élément est cette invitation par le président de la Commission européenne Monsieur Manuel Barroso à plusieurs journalistes de grands médias. L'annonce d'une taxe sur les transactions financières au sein et en direction de l'UE pourrait voir le jour d'ici à 2014. C'est long mais cela prend la bonne direction. Le temps européen est relatif et différent du temps économique ou politique. D'autant que cela fait bientôt 30 ans que la Commission garde le projet bien au chaud se heurtant à l'opposition des États nations.

L'actualité donne aujourd'hui raison à la Commission qui a juste eu le tort d'avoir, sur cette question, raison trop tôt. Seul Londres s'oppose aujourd'hui fortement au projet, craignant, à raison, de voir la City terriblement bousculée dans une prise de décision capable d'amorcer une stratégie unifiée de l'Europe et dont elle se sent déjà mise de côté.

Sans doute mais les temps de crise obligent à des décisions rapides. L'union a besoin de se resserrer, de consolider ses acquis et de les transformer en une capacité à gérer un territoire vaste dont les habitants attendent sécurité et prospérité. À gérer la crise, les objectifs de développement économiques, sociaux, culturels, scientifiques à réaliser d'ici à 2020 semblent être mis de côté. Ils ne le sont pas mais l'Union a besoin de plus d'Europe. Oui le temps est venu de concrétiser les rapprochements annoncés dans les discours et la mise en place de structures communes fortes, de type gouvernementale est urgente nécessité. Je ne parle pas ici de gouvernance mais bien de gouvernement, c'est à dire, la mise en place d'institutions capables de décider dans un cadre de compétences transférées et de type fédéral. C'est la condition non seulement de notre survie mais celle de notre capacité à exister dans le monde qui vient.

L'autre événement est certainement la réception par Angela Merkel du Premier Ministre grec. Ce dernier est venu à Berlin affirmer que la Grèce allait se relever. L'Allemagne l'accueille, l'écoute, l'entend et il se dit dans les couloirs que la chancelière aurait trouvé les quelques millions d'euros nécessaires au maintien de la Grèce dans la zone euro. Là aussi, les décisions se prennent dans une coopération intergouvernementale. Le seul hic c'est que les populations ne comprennent pas grand chose à ces relations validées par les textes européens et nationaux mais terriblement complexes. Cela manque de lisibilité.

L'important est tout de même qu'en l'espace de quelques heures des décisions majeures sont annoncées. La Commission reprenant même un leadership médiatique certain par rapport aux chefs d'États qui n'ont pas démérité ces derniers mois. Même si on pouvait s'attendre à beaucoup plus et mieux de la part de la présidence polonaise.

**Emmanuel Morucci**